

# La Mer de Chine du Sud, le Viêt Nam et la Chine

Observatoire Asie du Sud-est  
Benoît de Tréglodé, Directeur  
IRASEC (Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-est Contemporaine)  
Septembre 2011

La proximité politique entre la République socialiste du Viêt Nam (RSVN) et la République populaire de Chine (RPC) et les liens culturels forts entre les deux peuples ont toujours été accompagnés, côté vietnamien, d'un sentiment de crainte inspiré par la montée en puissance économique et militaire de l'immense voisin. La Chine, c'est le miroir des Vietnamiens. Ils admirent la culture chinoise, c'est un modèle à suivre mais ils ont besoin parallèlement d'y déceler les stigmates d'un « ennemi ». L'instrumentalisation de l'image de la Chine est permanente au Viêt Nam. Pour qu'un homme politique soit légitime, aujourd'hui comme hier, il faut qu'il ait à un moment ou à un autre participé à un conflit contre la Chine ou du moins avoir résisté, avoir osé s'opposer. Au cours de l'histoire, tous les dirigeants vietnamiens ont eu recours à cette source de légitimité. On est Vietnamien « par défaut » et pour être Vietnamien, il faut se distinguer des Chinois. La relation sino-vietnamienne est traversée de crises régulières et aucun travail de mémoire n'a été réalisé. Le trauma de la courte guerre de 1979 n'est pas cicatrisé (un conflit qui s'est soldé par la mort de 26 000 Chinois et de 37 000 Vietnamiens selon les chiffres officiels). Sur le plan émotionnel, les Sudistes sont encore plus anti-chinois que les Vietnamiens du Nord. Enfin, le déséquilibre d'image est bien sûr important entre les deux pays ; pour la Chine, le Viêt Nam est toujours cette petite province du Sud alors que pour le Viêt Nam, son voisin du nord est une obsession au coeur de ses interrogations identitaires<sup>1</sup>.

1 Vu Doan Kêt, Matthieu Salomon, « L'Empire du Milieu perçu du Viêt-nam : grand frère incontournable et inquiétant », *Outre-terre*.

Au Viêt Nam, la décision de ne pas annoncer au lendemain du XIe congrès du PCV en janvier 2011 la nomination de deux (président et Premier ministre) des trois nouveaux responsables de l'Etat a montré l'ampleur des divisions au sein de l'élite et du renforcement des luttes d'influence et des arbitrages dans les clans du pouvoir. L'actuel Premier ministre Nguyễn Tấn Dũng a été confirmé sans surprise à son poste le 26 juillet pour un second mandat tout comme Trương Tấn Sang en tant que nouveau président de la RSVN.

Avec l'ouverture de son économie depuis 20 ans, les enjeux maritimes sont devenus stratégiques pour le Viêt Nam, et pas seulement parce que les quatre cinquièmes de son commerce extérieur empruntent la voie maritime. Lorsque le 10 avril dernier, le site chinois officiel *Global Times* publie un rapport sur la mer de Chine méridionale qui faisait de la région un second golfe persique avec, pour la première fois, des chiffres à l'appui du montant estimé des réserves en hydrocarbures, 25 fois les réserves de la Chine en pétrole et 8 fois celles en gaz<sup>2</sup>, la nouvelle a été un choc pour Hanoi. Les négociations, qui se déroulent en chinois, sur leurs frontières maritimes entre les deux pays stagnent depuis 10 ans<sup>3</sup>. L'ancien ministre du commerce Vũ

*Revue française de géopolitique*, n°15, juin 2006, p. 229-245.

2 *Global Times*, 10 avril 2011.

3 *Biên giới trên đất liền Việt Nam - Trung Quốc* (La question de la frontière terrestre sino-vietnamienne), Cục Thông tin đối ngoại (Bộ Thông tin - Truyền thông) đã phối hợp với Ủy ban Biên giới Quốc gia (Bộ Ngoại giao) và Hội Khoa học lịch sử Việt Nam, par

# étude

OBSERVATOIRE ASIE DU SUD-EST 2010-2011

Khoan, en charge du comité sur les questions frontalières (Ủy ban Biên giới Quốc gia), tente de poursuivre un dialogue, mais comme le précise un diplomate vietnamien : « *Ces discussions sont sans fin, cela va prendre 100 ans !* ». La question des Spratley et des Paracel pèse dans la relation avec Pékin depuis longtemps, et la normalisation des relations diplomatiques entre les deux voisins en 1991 n'y a rien changé<sup>4</sup>.

Cette étude ne déroule pas le fil des événements de la crise de mai-juin 2011 mais en propose une contextualisation autour de deux questions : les plans de développement chinois et vietnamiens en mer de Chine méridionale et la modernisation en cours de leurs forces militaires.

## 1 – Les plans de développement en mer de Chine

Au lendemain du XIe congrès du PCV, l'envoyé spécial du secrétaire général du PCV, Hoàng Bình Quân, président de la commission centrale des Relations extérieures du PCV, s'est rendu à Pékin pour faire état à Hu Jiantao des conclusions du rassemblement. La démarche est habituelle et ancienne. La relation entre les deux voisins fonctionne sur cette asymétrie d'allégeance depuis des siècles. Le bilatéral entre les deux voisins est nourri, on dénombre de 700 et 800 visites de haut niveau chaque année. L'essentiel se déroule au niveau des deux partis communistes de pouvoir (PCC et PCV). Certains officiels vietnamiens ne cachent néanmoins pas leurs irritations devant les pressions croissantes imposées par le PCC dans leurs affaires intérieures regrettant au passage le renforcement de la condescendance de ces relations bilatérales politico-confucéennes d'ainé à cadet. Depuis 1991, la RPC avait l'habitude de nommer à Hanoi des représentants parfaitement vietnamisants et au faite des affaires locales. Sun Guoxiang, le nouvel ambassadeur de la RPC à Hanoi, se distingue de ses prédécesseurs par son absence de connaissance du vietnamien (mais par un très bon anglais ce qui n'était pas le cas de son prédécesseur) ... Un peu comme si le Viêt Nam aujourd'hui ne représentait plus vraiment une source d'inquiétude pour l'administration chinoise. L'objectif de la RPC est d'avoir à sa frontière méridionale un partenaire calme, favorable à ses intérêts. Le PCC sait que l'instrumentalisation de l'image de la Chine par le PCV est inévitable pour le régime vietnamien et qu'elle participe à son mode de gouvernement. Il laisse faire. Comme toujours, les calendriers de politique intérieure ont une importance particulière pour comprendre les fluctuations de la relation bilatérale : du côté vietnamien, les difficultés économiques du pays, la nomination de son nouveau gouvernement le 25 juillet ; du côté chinois, le 90<sup>e</sup> anniversaire du PCC (1<sup>er</sup> juillet) et l'approche de son 18<sup>e</sup> Congrès du PCC en 2012.

---

GS.TS Phan Huy Lê (Chủ tịch Hội Khoa học lịch sử Việt Nam), GS.TS Vũ Dương Ninh (Đại học Quốc gia Hà Nội), PGS.TS Nguyễn Minh Tường (Viện Sử học).

4 Pour les preuves chinoises, cf. Jianming Shen, « International Law Rules and Historical Evidences Supporting China's Title to the South China Sea Islands », *Hastings International & Comparative Law Review*, 21-1997, 1-75. Pour les preuves vietnamiennes, cf. Lưu Văn Lợi, *Le différend vietnamo-chinois sur les archipels Hoàng Sa et Trường Sa*, Editions Thê Gioi, Hanoi, 1996, 139 pages.

Début 2011, la publication du « rapport annuel sur le développement océanique de la Chine » annonce le lancement de nouvelles campagnes d'exploitation pétrolière dans les archipels de Paracel et Spratley (*Hoàng Sa en vietnamien – Xisha 西沙群岛 en chinois et Trường Sa en vietnamien – Nansha 南沙群岛 en chinois*). L'île de Hainan (élevée au rang de Zone Économique Spéciale en 1988) est stratégique pour la Chine car elle se situe dans une zone d'intense prospection pétrolière, est aux portes du marché de l'ASEAN avec lequel Pékin a signé un premier accord de libre échange (extension des ports de Yangpu, Basuo, Haikou et Sanya tournés vers l'Asean<sup>5</sup>) et enfin se trouve à proximité de l'équateur ce qui en fait une localisation idéale pour le lancement de satellites. En 2006, le gouvernement central a nommé Wei Liucheng, membre du Comité Central et ancien directeur de la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) de 1993 à 2003, Premier Secrétaire du Parti provincial afin de reprendre en main la stratégie de développement de l'île. L'inauguration en novembre 2006 de la raffinerie de SINOPEC à Yangpu, port situé dans la partie nord de l'île non loin de Haikou, a apporté une nouvelle illustration de cette politique de grands projets soutenue par Pékin. D'une capacité de 8 millions de tonnes, elle raffine le pétrole offshore extrait localement (2 MT) ainsi que celui importé d'Afrique (Nigéria) et du Moyen-Orient (6 MT). Créé dès 1992, le parc industriel de Yangpu a dorénavant vocation à devenir le plus important complexe pétrolier de cette région. Il constituera, à terme, une plateforme de raffinage du brut importé et d'exportation de produits raffinés vers la Chine et l'ASEAN. De son côté, la CNOOC, déjà très présente dans l'exploration pétrolière et gazière en mer de Chine méridionale, va intégrer ses activités vers l'aval en investissant 750 millions d'euros dans la construction d'un terminal gazier d'une capacité initiale de 2 millions de tonnes an.

Enfin, la RPC a décidé de construire à Hainan sa quatrième base spatiale chinoise après celles de Jiuquan (Gansu), Xichang (Sichuan) et Taiyuan (Shanxi). Hainan est en effet un lieu idéal pour les lancements de satellites lourds en raison de sa proximité avec l'équateur, permettant d'économiser du carburant et d'améliorer la sécurité des lancements spatiaux. Le coup d'envoi de la construction de cette base près de Wenchang, sur la côte Est de l'île, a été donné en mars 2008. Un complexe de 20 km<sup>2</sup> devrait inclure une usine d'assemblage d'une

---

5 L'établissement de la première zone portuaire sous douane de l'île, située dans la zone de développement économique de Yangpu bénéficie de politiques préférentielles pour attirer les investisseurs. La décision du Conseil des Affaires d'Etat de créer cette nouvelle zone portuaire sous douane de Chine apparaît comme un geste supplémentaire de Pékin en faveur de cette province. D'une superficie de 9 km<sup>2</sup>, la *Yangpu Bonded Harbor Area* (YBHA) bénéficie d'un accès privilégié aux grandes routes maritimes de la région Asie Pacifique et d'un port en eau profonde qui sera doté à terme de 80 places à quai capables d'accueillir des navires de 300 000 tonnes. Les hydrocarbures, le gaz, les matières premières destinées aux industries de la chimie et du papier transiteront par cette zone. Elle bénéficiera de la croissance des échanges entre la Chine et les pays de l'ASEAN et facilitera l'intégration économique de Hainan avec les autres provinces de Chine méridionale. Elle offre aux investisseurs un régime préférentiel très attractif (allègement des taxes sur les importations et sur les matières premières en provenance de Chine, exemption de la taxe commerciale et de la TVA sur le commerce intra zone, exemption de taxe sur les cargos étrangers,...).

nouvelle génération de fusées et un centre de commande.

Hainan est importante pour la RPC et Pékin ne tolérera pas que le Viêt Nam perturbe le bon déroulement de ses projets de développement. Pour parvenir à cet objectif, la diplomatie chinoise, observent certains hauts responsables vietnamiens, inonde depuis quelques années le Viêt Nam d'un flot continu de propositions qui, en dernier recours, le paralyse et le force à accepter l'approche de Pékin<sup>6</sup>. Cette approche serait en train de fragiliser les positions de Hanoi mais la RSVN continuerait de s'interroger sur la parade à proposer. Certains officiels vietnamiens n'hésitent plus à parler de complot (*Cuộc âm mưu*) de la Chine devant les difficultés croissantes rencontrées par ses dirigeants pour arrêter le « rouleau compresseur des négociateurs chinois » sur la question de développement économique de la mer de Chine du Sud. Un sentiment d'impuissance est en train de poindre dans l'appareil d'Etat vietnamien. Nombreux sont les cadres à reconnaître, en interne, que les espoirs du Viêt Nam de récupérer un jour les Paracel n'ont désormais plus lieu d'être. « *La partie est perdue. La Chine a beaucoup trop avancé ses pions dans l'archipel. Si l'on est réaliste, le Viêt Nam ne pourra jamais récupérer ces îles !* »<sup>7</sup>.

Et pourtant, le régime de Hanoi continue de faire des archipels disputés une affaire d'Etat médiatisée. Au-delà de son contenu politique et stratégique, la question est par ailleurs très émotionnelle au Viêt Nam ; la défense de la souveraineté nationale sur ces îlots sert à renforcer l'image d'un Parti de pouvoir légitime et naturellement protecteur de la patrie<sup>8</sup>. L'administration réfléchie à la création d'un ministère de l'Economie maritime, estimant que la mer Orientale représente l'avenir du Viêt Nam, et en conséquence le futur de sa relation avec Pékin. La donne est certes différente avec les Spratley. Dans les Paracel, on ne trouve que des Chinois, des militaires essentiellement et un petit port de pêche dans lequel loge temporairement des pêcheurs originaires de l'île de Hainan. En cas de tempête, les pêcheurs vietnamiens sont autorisés à s'y arrêter sous de strictes conditions. Aux Spratley par contre, la majorité des îlots habitables sont peuplés de Vietnamiens. Dans les rangs de l'armée vietnamienne (APV), on ne cache pas que l'évolution du traitement de la question par les autorités chinoises fait aujourd'hui que l'éventualité à terme d'une intervention militaire dans les Spratley n'est plus complètement de l'ordre de la fiction.

### **Le plan de développement touristique de Hainan**

En décembre 2009, le comité provincial du PCC à Hainan annonçait le lancement d'un plan de développement économique en trois étapes (les Paracel et les Spratley dépendent administrativement de la province de Hainan)<sup>9</sup> :

6 Entretien, Hanoi, mai 2011.

7 Entretien, Hanoi, mai 2011.

8 Le journaliste / blogueur Vũ Quang Việt a publié l'année dernière sur le site *Thời Đại Mới* (<http://www.tapchithoidai.org/>) un article réclamant pour le Viêt Nam la moitié des Paracel. Des groupements de *Việt kiều* l'ont violemment attaqué lui reprochant d'être un pro-Chinois car ce dernier n'exigeait pas la restitution au Viêt Nam de l'intégralité des îlots contestés.

9 Kjeld Erik Brodsgaard, *Hainan – State, Society, and Business in a Chinese Province*, Routledge, 2009, 187 pages. (la carte ci-dessous est extraite de cet ouvrage, p. 134)

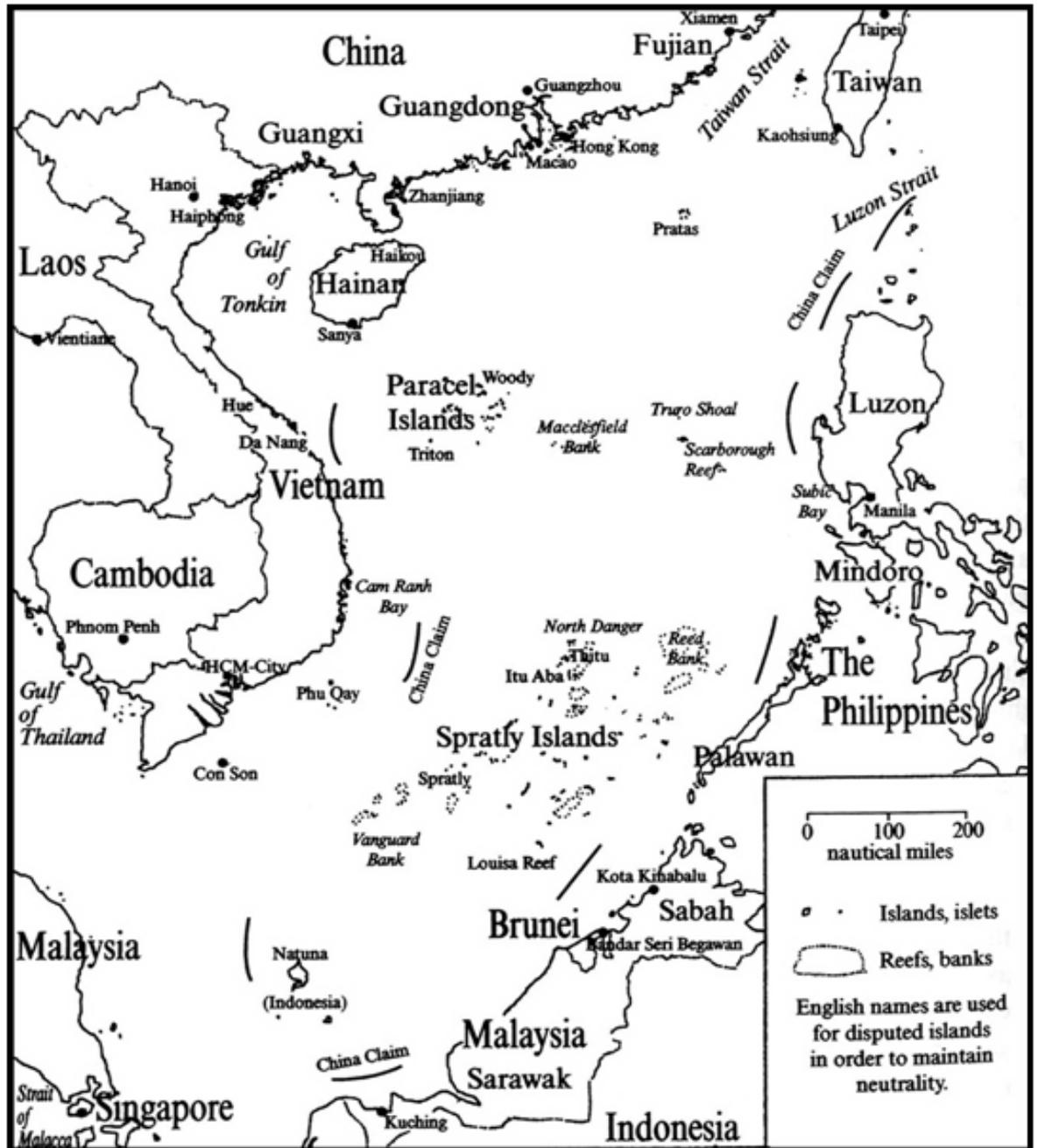
« *Début des chantiers en 2010, achèvement de la transformation des éléments touristiques fondamentaux en 2015, et accomplissement des tâches principales en 2020* »<sup>10</sup>.

Il faut certes replacer le lancement de ce plan dans un contexte global, celui du développement économique du Sud de la Chine. Le plan chinois prévoit de faire des Paracel une destination touristique « *top class* ». Le Viêt Nam a immédiatement protesté. Le plan chinois est perçu comme une « *affirmation illégale de la souveraineté de Pékin sur les territoires contestés* ». Le ministère vietnamien des Affaires étrangères a évoqué une « *sérieuse violation de la souveraineté du Viêt Nam* » et une décision « *causant des tensions et compliquant la situation dans le futur* ». Sans surprise, le ministère chinois des Affaires étrangères a répliqué en parlant de « *souveraineté indiscutable chinoise sur ces îles* ». Basée à Hainan, la *Paracel, Spratley and Zhongsha Islands Authority* est chargée la gestion des trois archipels contestés. C'est sous sa tutelle que la décision a été prise d'organiser des voyages touristiques dans les archipels qui doivent commencer au cours de l'année. Un voyage d'essai avait eu lieu l'an dernier ou pour la première fois des touristes posèrent le pied sur ces îles inhabitées. Au printemps 2011, le gouverneur de Hainan a donné l'autorisation à des sociétés de luxe étrangères à organiser des tournages ou des séances de photos dans les îles des Paracel. Mais pour l'heure, les infrastructures disponibles dans les Paracel autres que militaires se résument à quelques baraques de chantier. Des marinas et pistes d'atterrissage pour avions légers doivent être prochainement construites.

Les îles Xisha / Paracel sont mentionnées à deux reprises dans le document<sup>11</sup>. Un premier extrait précise que la construction du port central de pêche (de premier niveau) devrait être rapidement achevée afin de « *faire avancer la mise en place de réserves en industrie de la pêche dans les Paracel* ». Dans le second passage, il est expliqué qu'une base de pêche située dans la « *mer extérieure / waihai* » sera prochainement construite. A ce niveau, le fait que les rédacteurs de ce document parlent d'une localisation de cette installation ultra moderne en « *mer extérieur* » surprend, j'y reviendrai plus bas. Il est mentionné qu'il s'agit pour les autorités de « *renforcer graduellement la construction des équipements touristiques de base dans les Paracel et qu'il faut d'ores et déjà commencer à utiliser les lignes touristiques aériennes et maritimes et développer des activités touristiques sur ces îlots de façon sécurisée et positive* ». Le projet prévoit de « *prendre pleinement en compte l'avantage des ressources océaniques, d'augmenter et de renforcer l'industrie de la pêche ainsi que les transports maritimes, d'augmenter/renforcer les explorations et l'extraction des ressources pétrolières océaniques, d'augmenter l'industrie, de fortement développer le tourisme océanique, et d'encourager le développement des industries océaniques émergentes* ». En garantissant la protection de l'environnement écologique océanique, des « *équipements spécialisés pour le tourisme océanique doivent être construits dans les meilleurs délais* » précise le texte. Il est expliqué que le développement d'un plan général de planification

10 Grandes lignes de la planification du développement des infrastructures de l'île de tourisme international de Hainan (2010-2020) (《中华人民共和国领海及毗连区法》第2条第3款规定). 11 *Ibid.*

des îles s'appuie « sur des preuves scientifiques » pour « utiliser et exploiter les îles selon un plan coordonné et des arguments scientifiques ; renforcer de façon légale l'administration des îles non habitées (ou sans résidents) et des îles Xisha et engager de façon légale l'inscription des droits de propriété foncière en fonction des principes de gestion des territoires concernés (ie. la Chine) ». Enfin, le texte rappelle que l'organisation de circuits touristiques en bateau « comprenant la province de Hainan, autorisée à exercer son pouvoir juridictionnel sur les eaux, les archipels des Xisha, Nansha et Zhongsha » doit avoir lieu rapidement.



Juridiquement, les différentes terminologies maritimes prennent les noms suivants en chinois<sup>12</sup> :

eaux intérieures :	Neihai 内海
mer territoriales (12 miles marins)	Linghai 领海
zones contiguës (12 miles marins)	Zhuanshujingjiqu 专属经济区
zone économique exclusive (200 miles marins)	Pilianqu 毗连区
plateau continental	Daluja 大陆架
haute mer	Waihai 海外

Si le document se réfère à l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi les « eaux territoriales et les zones contiguës de la RPC », il pourrait être préférable d'en avoir une autre lecture, plus culturelle, afin d'expliquer l'emploi du binôme ambiguë d'un point de juridique de « neihai (内海)/ waihai (海外) », « mer intérieure/ mer extérieure ». La terminologie est ancienne en Chine et son utilisation a prévalu jusqu'à l'avènement des juridictions maritimes contemporaines. Il est vrai que le terme de *neihai* est encore parfois utilisé dans un sens large pour évoquer tout espace maritime sur laquelle la Chine possède une souveraineté ou des droits. De fait les choses sont floues et le terme de *neihai* peut parfois regrouper les « eaux intérieures », la « mer territoriale » et les « zones contiguës », mais aussi au sens très large la « zone économique exclusive » et même le « plateau continental ». On se demande alors pourquoi les rédacteurs de ce document ont décidé en connaissance de cause d'utiliser le terme de *waihai*, et donc un espace qui lui est en dehors de toute souveraineté nationale, pour parler de la zone dans laquelle sont prévues les « futures installations économiques » dans le cadre du développement de Hainan. Mais il doit certainement s'agir d'un choix déterminé. Les rédacteurs pourraient avoir souhaité juxtaposer une terminologie propre au droit international de la mer et une autre qui relève par contre davantage de la conception traditionnelle de l'espace maritime et cela afin de favoriser éventuellement une lecture à plusieurs tiroirs d'un projet de développement qu'ils savaient n'être qu'une source de contestation à l'échelle de la région comme l'ont démontré les récents événements avec le Viêt Nam et les Philippines.

### Le « tourisme maritime » vietnamien et la semaine des îles

Dans une année de congrès au Viêt Nam, et donc d'élections à tous les niveaux de l'appareil administratif du pays, le parti mobilise la fibre patriotique de son peuple afin de renforcer la lignée vertueuse, et donc légitime, de sa direction à travers l'histoire. En avril 2011, en réponse au plan de développement touristique de Hainan, l'administration annonçait à son tour un ambitieux projet de relance de son « tourisme côtier et insulaire », un plan de développement très orienté vers la défense

de ses îles en mer de Chine méridionale<sup>13</sup>. Ce projet doit permettre aux « autorités locales de relancer la croissance économique, de créer des emplois dans les villes côtières du Centre Viêt Nam, de protéger l'environnement mais surtout de participer à la défense du pays puisque parmi ses milliers d'îles se trouvent logiquement les archipels des Paracel et des Spratley »<sup>14</sup>. Deux mois plus tard, il ne m'a toujours pas été possible de me procurer une copie du document<sup>15</sup>. Il est probable que ce dernier n'existe pas mais soit seulement un objet de communication politique destinée à répondre à la Chine. Ce qu'il faut surtout retenir de ces déclarations, c'est que le Viêt Nam profite une nouvelle fois de l'occasion pour annoncer l'organisation de tours touristiques à destination des archipels Paracel et des Spratley. A chaque nouvelle crise avec Pékin, la RSVN annonce comme imminente l'ouverture de cette ligne touristique. En avril 2004, une liaison Khanh Hoa- Spratley avait déjà été prévue sans qu'il fut à l'époque possible d'en vérifier l'ouverture dans les faits. Cette année, lors d'un colloque sur la question que l'administration a organisé dans le district insulaire de Lý Sơn (province du Quảng Ngãi<sup>16</sup>), d'où étaient originaires les 11 pêcheurs capturés et emprisonnés par les Chinois en septembre 2010, une arrestation qui avait été très médiatisée, les cadres du parti expliquèrent que le but de ce nouveau plan de développement était de « construire des infrastructures littorales et insulaires modernes, de reconnaître au plus tôt la cérémonie en hommage aux soldats tombés à Hoang Sa – Paracel- comme un fête nationale, et d'organiser tous les trois ou cinq ans un Festival maritime et insulaire du Viêt Nam, qui contribuera à affirmer la souveraineté nationale en Mer Orientale, et surtout au niveau des archipels des Hoang Sa et des Truong Sa –Spratley-»<sup>17</sup>.

13 Đỗ Hùng – Tân Tú « Thần tốc đến Trường Sa » (Avec la rapidité de l'éclair vers les Spratley), *Thanh Niên*, 12.5.2011.

14 Dépêche de l'Agence vietnamienne d'informations, 10 mai 2011.

15 Le directeur général de l'Administration nationale du Tourisme Nguyễn Văn Tuấn a affirmé que le tourisme maritime sera la première priorité pour le tourisme vietnamien pour la période 2011-2020. L'objectif est qu'en 2020 le Viêt Nam dispose de 5 grandes zones de tourisme maritime: Hạ Long – Cát Bà, Lăng Cô – Sơn Trà – Hội An, Nha Trang – Cam Ranh, Phan Thiết – Mũi Né et l'île Phú Quốc. L'urgence rappelle les autorités vietnamiennes est d'établir un « front mer / îles / côtes » : <http://www.matran.org.vn/home/Caccuocvd/biendao/biendao.htm>

16 La rencontre a été organisée par la commission de la propagande et de l'éducation du comité central du PCV, en collaboration avec le comité permanent du bureau du PCV de la province de Quảng Ngãi. Quảng Ngãi compte plus de 5.900 navires de pêche, qui capturent 85.000-90.000 tonnes de produits halieutiques par an. Les zones de pêche de ces navires sont essentiellement situées dans les zones maritimes des Paracel et des Spratley.

17 *Tuổi Trẻ*, juin 2011.

12 Voir les travaux de Sébastien Colin (Inalco). « Litiges insulaires et enjeux géopolitiques en mer de Chine du sud », dans B. Giblin (dir.); *Géographie des conflits*, Paris, Armand Colin, (à paraître en septembre 2011). Et le chapitre S. Colin « les frontières maritimes dans les mers de Chine » dans S. Colin, *La Chine et ses frontières*, ouvrage à paraître en octobre 2011 chez Armand Colin.

La deuxième étape de cette mobilisation autour des enjeux de la mer de Chine du Sud (ou mer orientale, *Biển Đông*, pour les Vietnamiens) a été marquée par l'organisation du 1<sup>er</sup> au 8 juin 2011 d'une « semaine de la mer et des îles »<sup>18</sup>. Plusieurs conférences se sont tenues dans la province côtière de Khánh Hòa (dont dépendent les îles des Spratley) et un showroom consacré aux ressources naturelles disponibles dans les archipels des Paracel et des Spratley a été inauguré. *Quân đội nhân dân*, le quotidien du ministère de la Défense, a consacré un dossier spécial aux enjeux financiers pour le Viêt Nam de la mer de Chine: « *En 2010, l'économie maritime a vocation à représenter 53-55% du PIB du Viêt Nam et à contribuer à 55-60% de la valeur des exportations de notre pays* »<sup>19</sup>. L'objectif du journal était de convaincre ses lecteurs que la reprise des tensions en mer de Chine les toucherait tous dans leur quotidien notamment à cause des problèmes en approvisionnement en produits aquatiques. La raison était toute simple rappellent les journalistes, « *lorsque que la Chine chasse les pêcheurs vietnamiens de la zone, les commerçants chinois en profitent pour vider les marchés vietnamiens en produits aquatiques. Leur concurrence déloyale ne rencontre quasiment aucune réaction notable de la part des pêcheurs vietnamiens, des entreprises vietnamiennes et des services publics compétents. Les commerçants chinois opèrent au Viêt Nam comme s'ils étaient chez eux et ce commerce n'est pas pris en compte dans le bilan des échanges commerciaux bilatéraux. En raison de l'approvisionnement insuffisant de produits aquatiques, 147 entreprises vietnamiennes ont dû renoncer, depuis le début de l'année, à leur activité de transformation de ces produits. Alors que l'exportation des produits aquatiques a gagné sur cette période 15 nouveaux marchés, elle en a aussi perdu 14* »<sup>20</sup>. Le PCV s'est rendu compte qu'une crise au cœur de la mer de Chine avait du mal à mobiliser massivement la population pour qui, quoi qu'en disent les media officiels, la vie sur les Spratley reste assez éloignée du quotidien<sup>21</sup>. Le but de sa propagande est dès lors d'essayer de traduire la complexité et l'éloignement de ces enjeux géopolitiques en désagréments de proximité pour tout un chacun capables de soulever l'indignation et la dénonciation de la Chine. Au Viêt Nam, l'état des relations entre les deux voisins se décrypte souvent, il est vrai, à la lecture des commentaires de la presse officielle sur l'évolution des prix des légumes, des fruits de mer, du textile etc., une augmentation inexorable des prix qui est forcément la faute des Chinois, dont la concurrence commerciale apparaît « *forcément déloyale ou préjudiciable aux intérêts nationaux du peuple vietnamien* ».

Enfin, il serait important d'évaluer la stratégie industrielle d'une entreprise aussi sensible pour le développement du Viêt Nam en mer de Chine que Petro Vietnam. Le Pdg de Petro Vietnam est traditionnellement un proche du Premier ministre, les choix stratégiques du pétrolier dépassent largement ses seuls objectifs industriels. La direction du groupe cherche aujourd'hui à ouvrir son capital à des partenaires étrangers, « *des étrangers qui doivent clairement ne pas être Chinois* »<sup>22</sup>. En juin 2011, lors d'une

18 La semaine a été organisée à l'initiative du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement.

19 *Quân đội nhân dân*, juin 2011.

20 *Tuổi Trẻ*, juin 2011.

21 Entretien, Hanoi, mai 2011.

22 Entretien, Hanoi, mai 2011.

conférence de promotion pour l'investissement de la RSVN organisée à Séoul, Petro Vietnam a cédé 10% des actions de la société de construction pétrolière du Vietnam PVX et 15% des actions de la société de la bourse de pétrole PSI. Deux sociétés sud-coréennes se sont portées acheteuses : Hanshin Group ([www.hanshingroup.com](http://www.hanshingroup.com)) et Shinhan Investment Group ([www.shinhangroup.com](http://www.shinhangroup.com)). L'internationalisation de la question de la mer de Chine voulue par la RSVN pourrait ainsi passer par une stratégie industrielle nationale qui verrait l'entrée dans ses grands groupes d'investisseurs étrangers, « *issus de pays amis du Viêt Nam* », proches dans leurs pays d'origine des milieux politiques qui ne manqueraient de lui être favorable en cas de tensions dans la région.

## 2 – Une modernisation de l'APV décomplexée

Au Viêt Nam comme en Chine, la question de la modernisation des forces armées n'est plus taboue. On en parle, les journalistes la commentent et plusieurs sites (chinois surtout) s'y consacrent. Du temps de l'ancien ministre de la Défense vietnamien Phạm Văn Trà (de 1997 à 2006), il était difficile d'évoquer la question. Désormais, cela semble ne plus poser de problème. L'APV met en avant le caractère vétuste de ses équipements, et notamment ceux de la marine nationale et de l'armée de l'air, et la nécessité pour l'armée en période d'intégration du pays sur la scène internationale d'élargir l'éventail de ses partenaires économiques. Le Viêt Nam doit moderniser son armée, et rapidement grâce à une politique d'achat exigeante « *auprès des meilleurs industriels sans considération ni préférence politique* »<sup>23</sup>. Puisque la PLA se modernise, les armées vietnamiennes, longtemps craintives vis-à-vis de Pékin à l'idée d'avouer leur besoin de modernisation s'affirment aujourd'hui. L'APV espère que le rapprochement avec les États-Unis s'accompagne de futurs contrats défense<sup>24</sup>. Officiellement, l'approche du ministère de la Défense de la RSVN pourrait se résumer dans les 4 points suivants : « *la tendance à la paix ; les relations militaires extérieures qui n'ont jamais été aussi étendues et efficaces qu'aujourd'hui ; la fabrication vietnamienne de matériels militaires modernes (bien que l'industrie militaire du Viêt Nam ne connaisse pas encore un développement solide), et la possession d'un contingent conséquent d'experts en techniques militaires* »<sup>25</sup>.

Depuis l'arrivée de Phùng Quang Thanh au poste de ministre de la Défense en 2006, la priorité a été de mettre sur pied une police maritime et un nouveau corps de l'aéronaval. La faiblesse de la marine n'était plus « *tenable* » du fait des coups de butoir chinois et de la modernisation des marines régionales (ASE). En octobre 2010, la police maritime a défilé pour la première fois à l'occasion du millénaire de Hanoi. L'année d'avant, la Chine avait protesté lors de la décision du Viêt Nam d'acquérir 6 sous-marins conventionnels Kilo en provenance de Russie. Actuellement, de nouveaux contrats sont en discussions dont l'achat par le Viêt Nam de missiles de croisières Mer/Mer et Mer/Air de type *Exocet*. Les industriels européens viennent d'organiser de nouvelles démonstrations de

23 Entretien, Hanoi, mai 2011.

24 Mark E. Mayin, « *US. – Vietnam Relations in 2011 : Current issues and Implications for US Policy* », 26 juillet 2011. <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R40208.pdf>

25 *Quân đội nhân dân*, juin 2011.

vente de leurs missiles mer-air à la demande de la marine. Le 8 juillet 2011, selon le journal *Thanh Niên*, le général Pham Đức Linh, directeur de la Police maritime, a révélé le renforcement à venir de l'équipement de la force policière maritime avec l'achat de nouveaux navires et avions. Une déclaration qui lui permet de rappeler au passage que : « *le Viêt Nam combattra jusqu'au bout les étrangers cherchant à explorer le pétrole des zones maritimes relevant de la souveraineté vietnamienne et qu'il n'y aura pas de compromis en la matière* »<sup>26</sup>.

L'APV a élaboré une stratégie militaire mais il faut se demander si cette vision est partagée, ou si elle a les moyens d'être défendue un jour, par le reste de la classe politique dans le cadre contraignant des « relations spéciales PCC-PCV ». Si l'on observe la manière dont la récente crise en mer de Chine du Sud a été dénouée (cf. chronologie en annexe), le doute subsiste. Le ministère de la Défense en a certes profité pour renforcer son influence sur le plan intérieur (en matière de budget et d'influence de ses représentants) mais sur le terrain, le rapport de force APL -APV est toujours nettement en défaveur des Vietnamiens. L'objectif pour l'APV sur le terrain n'est pas cependant pas à la parité mais bien à la dissuasion. Il est vrai que ses 6 futurs sous-marins Kilo de l'APV, une fois livrés, pourraient représenter une menace pour la 5<sup>e</sup> flotte de l'APL, mais cette dernière va recevoir prochainement de nouveaux hélicoptères équipés de missiles air-mer anti sous-marins. Les officiers de l'APV le savent mais ils se disent que cette asymétrie existait déjà en 1979 et que cela ne les a pas empêché de sortir « victorieux » du conflit. Un changement est toutefois perceptible. Dans les rangs de l'APV, l'éventualité d'une guerre avec la Chine « dans un avenir indéterminé » est dorénavant évoquée, si ce n'est discutée par certains<sup>27</sup>. Début 2010, le Viêt Nam avait énoncé clairement pour la première fois dans son troisième Livre blanc sur la défense « *le caractère encombrant du grand voisin du nord* ». Et pourtant, s'il y avait un conflit dans un avenir proche m'a précisé un officier de l'APV, « *le Viêt Nam devrait probablement c'est vrai se retirer assez vite car sa marine est beaucoup toujours trop faible. Le gouvernement vietnamien n'accepte pas pour autant cette situation, le pays est en train de se muscler intérieurement et veut faire passer le message suivant, on va se défendre, on cherche des liens ailleurs, on veut traiter avec l'Union européenne, ou avec d'autres nations car cette dernière n'est pas encore très structurée en matière de défense, d'où le rapprochement récent avec la Russie* »<sup>28</sup>.

L'ouverture de la base de sous-marin chinois sur l'île d'Hainan à Yulin, à côté de Sanya, qui devrait abriter le porte-avions *Varyag*, est évidemment perçue comme une menace par l'APV. Sa marine ne dispose pas encore de frégate de haute mer moderne, ni d'hélicoptère de surveillance, et cela même si les acquisitions en matériel de pointe de sa garde-côte s'accroissent (radars, missiles, patrouilleurs, sous-marins). Son nouveau corps de l'aéronaval vient d'acquiescer des avions de combats modernes (*sukhoi 22*, après les anciens S-27 et S-30). Le coût que représente l'achat récent des 6 sous-marins Kilo (on parle de 1,8 milliards de dollars) est toutefois critiqué

26 *Thanh niên*, 9 juillet 2011.

27 Les entretiens réalisés au Viêt Nam pour cette étude ont eu lieu avant le déclenchement de la crise en mer de Chine du Sud de fin mai-juin 2011.

28 Entretien, mai 2011.

(bien que l'achat soit assorti de facilités de paiements avantageuses) au regard des contraintes que ces achats génèrent en matière de formation en personnel, de construction de ports et d'organisation logistique. Enfin, depuis deux ans, défendre la mer de Chine pour l'APV, c'est avant tout disposer de moyens de transmissions opérationnels. En mai 2011, l'agence Chine Nouvelle avait fait part du plan de China Mobile d'étendre ses services de téléphonie mobile jusqu'à l'archipel des Spratley. Deux ans auparavant, le Viêt Nam avait fait de même dans les Paracel. Nguyễn Tấn Dũng s'était félicité que « *le Viêt Nam soit enfin parvenu à une couverture radiophonique de l'ensemble de ses eaux territoriales ce qui constitue une des plus importantes tâches du pays* » avant d'ajouter que la radio *La Voix du Viêt Nam* (*Đài Tiếng nói Việt Nam*) avait également achevé la première phase du projet national dit de *Couverture en mer Orientale*, à hauteur de 3.500 km. La même année, la garde-frontière de Danang inaugurerait un centre de communication maritime ultra moderne au Poste de la défense frontalière 248, 70 m<sup>2</sup> sur deux étages munis d'équipements modernes, dont des émetteurs/récepteurs HF-VHF-UHF et des appareils d'une portée de 2.000 miles marins qui permettent à l'APV d'étendre la portée de ses communications dans la zone contestée et de favoriser les échanges entre les navires et la terre ferme.

Les Vietnamiens savent qu'en l'état actuel, l'Armée populaire de libération chinoise, et notamment sa 5<sup>e</sup> flotte, malgré les efforts fournis depuis 20 ans, n'est pas encore complètement opérationnelle en mer de Chine du Sud. Malgré l'effort de production récemment déployé et les acquisitions récentes, la plupart des avions chinois de surveillance et de transport ont au moins 20 ans d'âge. Ses avions de combats maison, le F-7 et F-8, ont une autonomie de 2 200 km ce qui est trop peu pour une mission sur les Spratley à la différence des avions des pays de l'Asean qui sont plus proches de ces archipels. Si elle ambitionne à contrôler la mer de Chine du Sud, et notamment les Spratley situés très loin de ses côtes, la RPC est consciente que son armée a besoin de nouveaux avions de surveillance (de type AEW&C), d'aéronefs de ravitaillement et de puissants avions de transports. En mars dernier, l'annonce du 12<sup>e</sup> plan quinquennal, qui pour la première fois a fait de la modernisation de la flotte chinoise une priorité nationale (un chapitre complet est consacré à la question) a été longuement commenté dans les milieux concernés au Viêt Nam. Dans les faits, la flotte du Sud de l'APL dispose déjà du meilleur matériel de la marine chinoise, du seul porte-avions chinois, le *Variag*, des plus modernes destroyers (052A), d'une base de sous-marin nucléaire située à Yulin-Sanya ou ont été installés deux nouveaux sous-marins d'attaques (SSN) équipés de nouveaux missiles balistiques (SSBN)<sup>29</sup> et enfin de son mystérieux et discuté Chasseur furtif J-20. L'APL, c'est aussi le corps de la surveillance maritime chinoise créée en 1998, qui dispose de 300 patrouilleurs, et d'ici 2020 devrait disposer d'un total de 15 000 hommes (9 000 aujourd'hui), de 16 nouveaux avions (9 aujourd'hui) et de 520 navires (260 aujourd'hui). L'APL attend en outre la livraison d'un nouveau porte-avion de conception soviétique (en 2012), de sous-marins lance-engins 094 et travaillerait enfin sur un mystérieux projet de missile balistique anti-navires (le « tueur de porte-avions », *hangmou shashou*) qui pourrait à terme menacer le déploiement des porte-avions

29 James Holmes, Toshi Yoshihara, *China's Naval Strategy in the 21<sup>st</sup> Century : The Turn to Mahan*, Routledge, 2009.

américains dans le Pacifique. Et même si la faisabilité technologique de ce programme, opérationnel selon les Chinois autour de 2015, continue de susciter le doute de nombreux experts occidentaux, un signal est lancé. La flotte du Sud a une ambition régionale, l'exploitation des ressources en mer de Chine méridionale est une priorité de la RPC, que cela plaise ou non à ses voisins en Asie du Sud-est.

### Retour en force des Russes

Au Viêt Nam, la priorité de l'APV est au renforcement de sa coopération militaire avec la Russie. Un haut responsable vietnamien le rappelle : « *le Viêt Nam prend en haute estime le développement des relations d'amitié et de la coopération avec la Russie. La coopération en matière de sécurité et de défense joue un rôle de première importance dans les intérêts durables des deux peuples, la paix, la stabilité, la coopération et le développement de la région et du monde* »<sup>30</sup>. Au cours de la dernière décennie, et surtout en 2009, le Viêt Nam a beaucoup acheté de matériels militaires à la Russie : deux bateaux patrouilleurs multitâches Projekt 10412 Svetlak en novembre 2001 (livrés en 2003) et deux autres en 2009 (le premier a été livré en 2010 et le second vient d'être mis à l'eau par l'agence Almaz à St Petersburg, le 22 avril 2011) et un nouveau vient d'être commandé ; deux frégate invisibles Gepard 3.9 en 2006 (la première, le « *Dinh Tiên Hoàng* » a été livré au port de Cam Ranh en mars 2011, la deuxième est en phase de test en mer Baltique) ; deux premiers missiles Molnya Projekt 1241.8 (Mymel) ont été livrés au Viêt Nam en 2007-08, 10 missiles supplémentaires vont suivre ; aujourd'hui, Vypmel va fabriquer des parties et composants pour les assembler cette année conformément à un contrat de 30 millions de dollars prévu jusqu'en 2015 ; 6 sous-marins à propulsion diesel-électrique 636MV Varshav vyanka (les kilos) en 2009 (le premier sera livré en 2013 et le dernier en 2018, estimation 1,8 milliards usd plus 1,1 milliards usd supplémentaires pour les armes et équipements annexes) ; 20 SU-30MK2 et la frégate Gepard de la classe Cheetah à nouveau en 2009. Pour cette seule année, le montant cumulé des contrats d'achats d'armement à la Russie aura été de 4,5 milliards usd.

Enfin, un gros projet de coopération a été signé en avril dernier avec l'usine de réparation Zvezdochka en Russie pour moderniser et construire le centre des services portuaires de l'arsenal de Cam Ranh (*Vinh Cam Ranh*). Les dirigeants vietnamiens s'étaient engagés à ne pas internationaliser le port de Cam Ranh depuis le départ des Russes en 1992. Désormais, la RSVN réfléchit à la possibilité de laisser les porte-avions étrangers, occidentaux (il faut comprendre américains), y venir s'approvisionner en pétrole. Le centre pourra aussi effectuer de petites et moyennes réparations sur des sous-marins et sur des bâtiments de surface, civils et militaires. Le Ministère de la Défense discuterait aussi de l'arrivée prochaine de conseillers russes sur le site ainsi que d'achats de nouveaux équipements et de technologies de surveillance sophistiqués. Les techniciens russes seront dans un premier temps utilisés pour construire l'usine de réparation et de services logistique et technique, puis ils pourraient en assurer la maintenance. La construction du centre devrait prendre trois ans. Enfin, un nouvel aéroport international de Cam Ranh devrait ouvrir d'ici à 2020-30 *An ninh Thủ đô*, 9 juin 2011.

2030, mais préalablement l'APV aurait la charge d'ouvrir un aéroport militaire de niveau 1 sur le site d'ici cinq ans. On peut s'interroger sur l'objectif final réel des Vietnamiens qui pourrait être à ce niveau vraisemblablement d'assurer à terme une *inter-opérationnalité* (civile et militaire) du site, et cela au cas où la situation se détériorerait au large de Cam Ranh.

Depuis 10 ans le budget de la défense vietnamien augmente légèrement en valeur absolue, mais sa part en valeur relative dans le budget national continue de décroître<sup>31</sup>. En 2011, l'APV disposait officiellement d'un budget de 52 000 milliards de dôngs (soit 2,6 milliards de dollars). Selon le *Jane's Defense*, ce chiffre est de 70% plus élevé que celui de l'année précédente. Le nouveau budget vise à équiper la Marine et l'Armée de l'air, ainsi qu'à reconstruire le système de reconnaissance et de défense aérienne destiné principalement à la sécurisation de la mer de Chine explique les militaires vietnamiens. Mais selon les estimations de plusieurs experts, les dépenses réellement consacrées à l'équipement des forces vietnamiennes seraient deux fois plus importantes que celles annoncées. Le ministère de la Défense dispose de ses propres ressources au sein du budget central. C'est une tradition, les militaires ont toujours disposé d'une « caisse noire ». Les politiques d'acquisition (gérées par les deux centrales d'achat rivales, la VACSUCO et le GAET) dépendent en grande partie de ce budget dont le montant est gardé secret. Le ministère de la Défense, m'a expliqué un fonctionnaire vietnamien, est ainsi *de facto* protégé des risques fluctuations de l'économie dont les conséquences sécuritaires pourraient être catastrophiques pour l'indépendance du pays.

### Des partenariats stratégiques multiples

La majorité des membres du Bureau politique et du Comité central s'entendent sur l'idée d'un Viêt Nam indépendant, ancré sur la scène internationale (Asean, ONU), bénéficiaire de la présence militaire des États-Unis en Asie du Sud-est et partenaire politique et commercial aussi égalitaire que faire se peut de la Chine. Ces dernières années, le Viêt Nam a continué de signer toute une série d'accords de partenariat stratégique (avec l'Espagne, la Corée du Sud, etc.), au risque d'en appauvrir parfois le sens politique. La diplomatie vietnamienne ne cache pas sa volonté de renforcer son ancrage international et en Occident en particulier. Malgré la crise récente, la RSVN a délibérément choisi de gérer sa relation avec Pékin dans un contexte ouvert (la presse, l'Asean, l'AMM, l'opinion publique etc.). La menace chinoise est devenue pour Hanoi un sujet diplomatique. Sa diplomatie croît aux contre-pouvoirs de la scène internationale. De ce point de vue, la présidence vietnamienne de l'ASEAN (2010) a été un succès. La RSVN a bien su jouer les alliances, elle a fêté les résultats obtenus et essaye de continuer à mobiliser les autres membres de l'Asean tout en transmettant son agenda à la présidence indonésienne.

31 *The Military Balance in Asia : 1990 – 2010. A Quantitative Analysis*, Rapport CSIS, 14 septembre 2010. En 2005 – 16,278 trillion dông (1,872% du PNB), en 2006 – 20,577 trillion dông (2,194% du PNB), en 2007 – 28,922 trillion dông (2,529% du PNB), en 2008 – 27,024 trillion de dông (1,813% du PNB).

Depuis 2006, Nguyễn Tấn Dũng a orienté la politique étrangère du Viêt Nam hors d'un périmètre habituel. Avec l'Europe d'abord, « avant d'estimer que la division du vieux continent, surtout d'un point de vue sécuritaire, était telle que cela la rendait parfaitement inopératoire pour les intérêts stratégiques du Viêt Nam dans la région »<sup>32</sup>, et puis ces derniers temps tout azimut avec notamment les pays d'Asie du nord (Japon et Corée du Sud en tête), les Etats-Unis, l'Asean et surtout avec la Russie. Le Premier ministre vietnamien estime que la Russie est la seule à s'avérer suffisamment crédible aujourd'hui pour contrecarrer l'influence régionale de la Chine. Selon un diplomate vietnamien : « L'Europe n'est un allié que sur les dossiers économiques, du côté de la défense, cela ne fonctionne pas. Avec la Russie, les Vietnamiens travaillent bien, ils sentent qu'ils ont des intérêts communs par ailleurs. En outre, la vivacité d'un passé commun récent (1975-1991nda) explique que les élites politiques et économiques des deux pays se connaissent bien et d'un point de vue culturel, les Vietnamiens et les Russes font du bon business ensemble, le courant passe facilement »<sup>33</sup>. En cas de conflit armé avec la RPC, plusieurs hauts-responsables vietnamiens pensent que Moscou serait capable de tenir tête à Pékin, un courage que ne prêtent pas la majorité des Vietnamiens aux Américains même s'ils ont aimé en jouer lors de la dernière crise<sup>34</sup>.

Mais les Etats-Unis constituent un atout que la RSVN aime pourtant toujours brandir en Asie du Sud-est, et particulièrement depuis la déclaration d'Hillary Clinton sur la mer de Chine méridionale à Hanoi (juillet 2010). Une partie croissante de l'élite de la RSVN (qui est désormais passée, même brièvement, par une université américaine, ou anglo-saxonne, pour décrocher une formation courte de type MBA) a les yeux rivés sur Washington. Jamais l'ambassade américaine à Hanoi n'avait autant recruté d'attachés (commerciaux, de coopération technique) que ces deux dernières années. A Washington en décembre 2010, l'ambassadeur du Viêt Nam Lê Công Phụng avait confié que les relations entre les deux Etats étaient devenues si bonnes que Viêt Nam devrait se préparer prochainement à signer un partenariat stratégique avec les Etats-Unis. Au lendemain de la dernière crise en mer de Chine, trois navires de la marine américaine, avec à leur bord 678 officiers et marins, ont accosté le 15 juillet 2011 au port Tiên Sa (à Danang) pour rencontrer des membres de la marine vietnamienne et officiellement « discuter

notamment des manœuvres de secours en haute-mer »<sup>35</sup>. La RSVN n'est pourtant pas prête à un « grand tournant » diplomatique et stratégique, ses dirigeants savent que l'officialisation de ce rapprochement déplairait particulièrement à son voisin chinois. En attendant, les liens commerciaux se renforcent avec Washington. L'influence des industriels de la défense américains s'accroît au Viêt Nam. En 2010, l'APV aurait acheté pour 100 millions de dollars de missiles aux Israéliens, et cela en pleine préparation du XIe congrès du parti alors qu'il était prié à tous les autres partenaires industriels habituels du Viêt Nam de patienter. Le signal n'est pas anodin et l'Ambassade américaine à Hanoi n'aurait pas été étrangère à cette négociation<sup>36</sup>. L'ouverture prochaine du parc industriel aerospace, situé en banlieue de Danang, est un autre élément de cette orientation de la politique industrielle vietnamienne. Le projet est prioritaire pour le gouvernement ; il a été géré en toute discrétion par Nguyễn Tấn Dũng et son influent et affairiste ami Nguyễn Bá Thanh, le secrétaire du PCV de la province de Danang. La zone industrielle accueillera d'abord plusieurs industriels sud-coréens (1er client avec 1/3 de la superficie du parc, la KAI, *Korean Aerospace Industrie*) et des sous-traitants d'Airbus en lien avec l'armée de l'air vietnamienne. Mais derrière ce plan, il y a le projet de Nguyễn Tấn Dũng de conduire à terme le Viêt Nam, et son embryonnaire industrie militaire, vers un rapprochement avec les Etats-Unis en rassemblant ou même fabricant des avions de chasse américain sur son sol. La RSVN cherche à se rapprocher des industriels américains du secteur pour des raisons économiques (assemblage, sous-traitance, transferts de technologie) et stratégiques.

Les choix stratégiques du Viêt Nam face aux pressions chinoises montrent que le Parti Communiste vietnamien profite pleinement des tensions géopolitiques pour renforcer son image de garant de la sécurité nationale. Une chose est certaine, la mer de Chine méridionale sera dans les années à venir un théâtre de tensions en Asie du Sud-est. La relance des menaces et les affrontements se dérouleront dans des moments de fragilisation de la base sociale et politique des partis de pouvoirs au gré des aspirations à l'ouverture de leurs peuples : ce théâtre servirait alors de catalyseur nationaliste. Depuis 20 ans, le développement économique du Viêt Nam s'est accompagné d'une monétarisation croissante des échanges, commerciaux et politique, une attitude ancienne en Asie. La corruption des élites s'est renforcée ; l'argent de la croissance a irrigué de l'intérieur l'ensemble du système. Hanoi sait que si le pays se retrouve confronté à de graves difficultés économiques, la RPC sera là pour l'aider. Mais le poids de ce soutien financier a un prix. Au premier soupçon d'achat de ses hommes politiques par la Chine, une crise populaire est possible au Viêt Nam au risque de remettre en cause le rôle des familles / clans de pouvoir<sup>37</sup>. Et c'est bien là où le bât blesse. La RSVN est prisonnière de ses relations spéciales avec Pékin, l'économie du pays a besoin des investissements de la Chine (et cela malgré le fait que l'importation de main d'œuvre chinoise

32 Entretien, Hanoi, mai 2011.

33 Entretien, Hanoi, mai 2011.

34 Lors de la crise de mai-juin 2001, les Chinois ont tout fait pour aller dans ce sens : « In a certain sense Vietnam is playing to the gallery, trying to feel out China's current situation and gauge its bottom line. It is aping Washington's frequent use of "trial balloons" on its Chinese policy, from the recent tough Hillary Clinton speech to happily watching Vietnam challenge China. America's aim is to see Beijing's reaction to Vietnam, so that America, in turn, can better deal with China, and ultimately reinforce its position in the Asia-Pacific region. Nevertheless, the ambiguity of the U.S. could send a misleading message to other countries. Some people might even hope that further development of the situation might corner America into challenging China. But sadly for them, that dream is not likely to come true, because of America's pragmatic nature. A country that takes its own interests as its supreme aim is not to be trapped into supporting the interests of small countries. What can capture America is its belief in its own destiny, and its Jewish interest groups. Other than that, it is just unrequited love », Zhang Guoqing *经济观察报* E.O./Worldcrunch, 21 juin 2011.

35 *Pháp Luật*, 16 juillet 2011, p. 3.

36 Entretien, Hanoi, mai 2011.

37 Il serait intéressant à ce niveau de mieux connaître la répartition entre le montant de l'APD distribuée par la Chine au Viêt Nam, au Laos et en Birmanie, traditionnellement faible, et les sommes que son administration octroie au cas par cas aux dirigeants de ces Etats afin de les remercier de soutenir localement ses intérêts.

dérange toujours dans la population), mais le patriotisme et le besoin de distinction des Vietnamiens vis-à-vis des Chinois dépassera toujours la rationalité d'une relation historique de dépendance construite au seul profit des élites politiques et économiques. Tout l'enjeu pour l'avenir du bilatéral sino-vietnamien est à lisière d'un fragile équilibre entre dépendance / indépendance. La république socialiste du Viêt Nam reste une nation paysanne nourrie de valeurs terriennes sur lesquelles l'Etat moderne s'est greffé et s'est développé par superposition de résiliences.

*Cette étude a été rédigée dans le cadre de l'Observatoire sur l'Asie du Sud-est d'Asia Centre, en partenariat avec l'IRASEC et la Délégation aux Affaires Stratégique du Ministère de la Défense.*

## Chronologie crise de mai – juin 2011

26 mai : Trois navires de surveillance chinois sectionnent les câbles déployés par le navire du Groupe national du pétrole et du gaz du Viêt Nam, alors qu'il effectuait des recherches sismologiques. Le Viêt Nam demande deux jours plus tard à la Chine de mettre fin à des actes violant sa souveraineté.

3 juin : En marge du dialogue de Sangri-La à Singapour, le ministre de la Défense Phung Quang Thanh rencontre son homologue chinois.

5 juin : manifestation anti chinoise devant l'ambassade de RPC à Hanoi et devant son consulat à Hô Chi Minh ville

6 juin : Nguyen Chi Vinh, Vice-ministre de la Défense déclare « qu'aucune partie ne sera gagnante en cas de conflit en mer de Chine »

9 juin : Pékin exige des pays d'Asie du Sud-est de cesser de réclamer la souveraineté sur les Spratley

Le Président Nguyễn Minh Triết a souligné « La détermination du Vietnam pour défendre la mer et les îles du pays » lors d'un déplacement sur l'île de Co To (province de Quang Ninh), avant-poste de la région du Nord – Est en mer Orientale.

Protestations de la RSVN contre l'utilisation par la Chine de navires de pêche destinés à entraver l'activité d'un bateau vietnamien d'acquisition sismique au niveau du plateau continental du Viêt Nam

Le quotidien *Thanh Niên* cite un représentant d'une agence de sécurité en ligne, selon lequel quelques 200 sites internet vietnamiens ont été piratés depuis une dizaine de jours. Parmi ces sites piratés, 10% appartiennent à l'administration publique (c'est-à-dire disposant de la terminaison gov.vn).

12 juin : La confédération des juristes du Vietnam publie une déclaration dénonçant les harcèlements répétés de navires de Petro Vietnam – le Binh Minh 02, puis le Viking 02- par la Chine, au sein même des eaux territoriales du Vietnam

Le président des Philippines Aquino débaptise officiellement la mer de Chine du Sud pour lui donner le nom de mer des Philippines de l'Ouest

13 juin : Le Viêt Nam entame une série d'exercices militaires à tirs réels en mer de Chine méridionale, alors que les tensions se sont accrues ces derniers jours entre Hanoi et Pékin autour des îles Paracels et Spratleys, supposées riches en ressources pétrolières.

Les Etats-Unis refusent de prendre position dans la crise malgré la demande officielle des Philippines.

14 juin : nouveau décret gouvernemental qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> août qui liste 8 cas d'exemptions de service militaire en temps de guerre. Il s'agit des personnes qui occupent des hautes fonctions, qui sont hautement qualifiées, qui sont nécessaires aux activités de la défense, qui travaillent dans des zones en difficultés, qui sont enfant unique ou l'unique fils d'un soldat mort pour la Patrie.

Pékin promet à ses voisins mardi de ne pas recourir à la force en mer de Chine méridionale

17 juin : L'Administration nationale du Tourisme annonce que des tours touristiques seront organisés en priorité vers les archipels Paracels et Spratly

La Chine organise trois jours d'exercices militaires avec des tirs réels en mer de Chine et prévoit de renforcer ses patrouilles dans la zone

L'Indonésie, dans le cadre de sa présidence de l'Asean, appelle à un retour sur le "Code de bonne conduite" (déclaration de Phnom Penh en 2002) devant le risque que représente cette crise pour la sécurité régionale

18 juin : Les deux bateaux HQ375 et HQ376 de la marine nationale sont partis rejoindre des navires de la marine chinoise dans le cadre d'une patrouille maritime commune dans le golfe du Tonkin.

19-20 juin : Selon le site internet du ministre de la défense chinois, la Chine et le Viêt Nam mènent des patrouilles navales conjointes dans le Golfe du Tonkin. Le plan d'échange bilatéral annuel n'est donc pas modifié par les récents événements en mer de Chine méridionale.

En appui d'une demande préalablement initiée par les Philippines, six autres pays de l'Asean – Indonésie, Laos, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Viêt Nam – appellent à la gestion pacifique des contentieux en mer de Chine méridionale et en mer des Philippines.

24 juin : Hillary Clinton, secrétaire d'Etat américain, déclare que «*Les États-Unis sont attachés à la défense des Philippines et entendent honorer leur traité de défense mutuelle avec Manille.*».

25 juin : Rencontre à Pékin entre le vice-ministre des Affaires étrangères Ho Xuan Son, envoyé spécial des hauts dirigeants du Vietnam et son chinois Zhang Zhijun ainsi que le conseiller d'Etat chinois Dai Bingguo pour trouver une issue « pacifique » à la crise en mer de Chine.

26 juin : Nouvelles manifestations anti chinoises à Hanoi

30 juin : Manoeuvres navales des marines américaines et philippines en mer de Chine